Numéro 2154 du Mercredi 04 Mai 2022 • Prix : 300 F CFA •

Le Journal des décideurs

L'économiste du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

AGI AFRICAINE DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Postes de contrôle juxtaposés Hilacondji-Sanvee-Condji • (Page 03)

Le Bénin et le Togo reçoivent les clés d'exploitation

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Coopération

Ouverture de la sélection des boursiers du Japon pour 2022

L'Ambassade du Japon a le plaisir de porter à la connaissance du public que le Ministère de l'Education, de la Culture ,des ... • (Page 03)

Migration des africains vers l'Europe

Plus de 3 000 décès enregistrés en 2021

L'agence des Nations Unies pour les réfugiés vient de publier un nouveau rapport sur la migration des africains vers les pays de l'Europe. Le document révèle que ... • (Page 04)

Numérique et intermédiation en Afrique

FONI, le forum international démarre demain à Lomé

Longtemps annoncé, le Forum international de l'intermédiation, du ... • (Page 02)

Ministère des finances

Formation des cadres sur la gestion budgétaire en mode programme

Le Secrétaire général du Ministère de l'économie et des finances, Alban Bessan ... • (Page 10)

Contribution au Sommet Africités

60 grandes villes africaines notées, selon CGLU Afrique et CitiIQ

En prélude au Sommet Africités, Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique) et CitiIQ, créateur d'une norme mondiale innovante de mesure ... • (Page 10)

Journée mondiale de la sécurité et santé au travail • (Page 11)

La GDIZ expose les initiatives au profit de ses travailleurs

Charge de la malnutrition

Au village Mahou, des dizaines d'enfants retrouvent le sourire

A Mahou, un village de Dassa II (situé au centre du Bénin), la croissance de plusieurs dizaines d'enfants était ... • (Page 11)

Numérique et intermédiation en Afrique

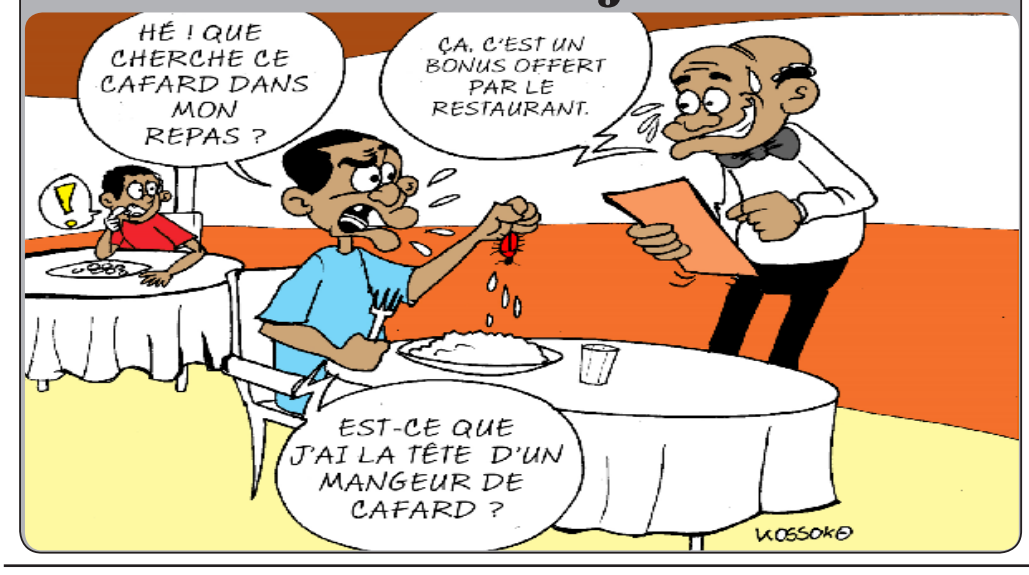
FONI, le forum international démarre demain à Lomé

Longtemps annoncé, le Forum international de l'intermédiation, du numérique et de l'innovation (FONI) s'ouvre demain 05 mai 2022 à Lomé au Togo. Prévu pour durer deux jours, il s'étendra au 06 mai 2022 er réunira des institutions et participants de plusieurs pays du continent et même d'ailleurs.

• Bidossessi WANOU

Conférence inaugurale, présentations et expositions via des stands sur les produits, solutions et innovations, conférences de haut niveau sur des thématiques d'actualité dans le domaine de la banque, de la finance, de l'intermédiation, du marché des capitaux, des assurances, des télécommunications, du paiement et de la technologie…Le Forum international de l'intermédiation, du numérique et de l'innovation, c'est demain à Lomé au Togo. En prélude et en marge de ce grand rendez-vous des acteurs du numérique et du système financier, bancaire et des assurances, une formation de deux jours a démarré le 03 mai et prend fin aujourd'hui 04 mai sur « Les problématiques de recouvrement de créances dans l'industrie bancaire en Afrique : Enjeux et perspectives ». Le FONI se veut être un cadre privilégié de concertation, d'échanges et de réseautage. Régulateurs et acteurs du secteur bancaire, financier, des assurances et des télécommunications. Les partenaires technologiques, fournisseurs de solutions et prestataires de services y sont attendus. L'objectif des initiateurs est de favoriser à travers ce forum, le partage d'expériences et d'informations sur l'impact des activités d'intermédiation bancaire/financière et la fourniture de services technologiques et de paiements dans les dynamiques d'inclusion financière et le financement du secteur privé régional. Il s'agit donc d'une initiative née dans un contexte de besoin accru de numérisation et de financement, ce qui impose qu'on accorde davantage de priorité à l'intermédiation. Le Forum servira de cadre à de profondes réflexions sur les principaux enjeux de l'industrie bancaire et financière. Selon Bruce Eliza Ayeley, du comité d'organisation, « Le numérique est devenu un volet important de toutes les stratégies publiques, privées et la situation sanitaire actuelle a montré le rôle essentiel du digital. Dans un monde globalisé avec une population jeune, il faut construire des stratégies basées sur le numérique intégré au secteur des finances. C'est la thématique de ce Forum ». Plus de 30 pays, 200 institutions et 1500 participants sont attendus à ce Forum qui se tiendra en présentiel puis en visioconférence. L'impact des activités d'intermédiation bancaire/financière et la fourniture de services technologiques et de paiements dans les dynamiques d'inclusion financière et le financement du secteur privé régional seront au cœur des discussions à ce forum, selon les organisateurs. C'est sans oublier des échanges sur le dispositif conventionnel, légal et réglementaire de la protection des consommateurs des produits et services financiers en vue d'un meilleur renforcement. Tout est fin prêt donc pour accueillir les invités à cet important rendez-vous.

Cari du jour



AUX DÉCIDEURS…

La guerre par Ukraine interposée

L'Ukraine située à l'Ouest de la Russie, est un pays tampon entre les Etats soviétiques et ceux de l'Europe et sépare la Russie de la Roumanie. Du côté Ouest, l'Ukraine est aussi frontalière avec la Pologne, membre de l'OTAN et frontalière avec la Russie. L'Ukraine qui fait partie des trois pays qui ont récemment candidaté pour intégrer l'OTAN, partage une longue culture avec la Russie. Si l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord acte l'adhésion de l'Ukraine, la Russie se trouverait entourée à l'Ouest par des membres de l'OTAN. Or, gouverner, c'est prévoir. Et qui veut la paix, prépare la guerre. Il est donc aisé de déduire qu'il s'agit d'une guerre entre la Russie et ses adversaires plausibles de l'OTAN. L'Ukraine n'est qu'un intermédiaire. L'enjeu repose sur la géopolitique de la Russie dont la puissance militaire n'est plus à démontrer. En fait, l'invasion de l'Ukraine par la Russie vise à reconquérir l'Etat ukrainien pour empêcher l'OTAN d'y implanter une base militaire. Car, l'objectif essentiel et immuable de l'OTAN est la sauvegarde de la liberté et de la sécurité de tous ses membres par des moyens politiques et militaires. La mission de défense collective, qui est au cœur de l'Alliance, crée un esprit de solidarité et de cohésion entre ses membres. La Russie ne l'entend pas de cette oreille. Sous les ordres du président Vladimir Poutine, la Russie qui était déjà aux portes de l'Ukraine en s'accaparant de la Crimée lui a déclaré la guerre.

Après quatre jours de combat, le bilan est pesant. Kiev a fini par confirmer avoir accepté des pourparlers avec Moscou. Pendant ce temps, l'Union Européenne a commencé à livrer des armements à l'Ukraine et ferme son espace aérien à la Russie. Au quatrième jour de l'invasion russe en Ukraine, ce dimanche 27 février, les combats se sont poursuivis dans le pays, en dépit de la pression internationale et des sanctions occidentales de plus en plus importantes. Les forces ukrainiennes ont repris le contrôle d'une de leurs importantes villes. Des banques russes ont été bannies de la plateforme interbancaire Swift et les Occidentaux ont aussi promis davantage d'armes à l'Ukraine. Les conséquences de la guerre sont économiquement lourdes pour la Russie. Vladimir Poutine a, de son côté, brandi la « force de dissuasion » de l'armée russe, en clair l'arme nucléaire, une menace qualifiée d'« escalade inacceptable » par les Etats-Unis.

Alors que l'Ukraine espère une intervention occidentale face à l'invasion russe, l'inquiétude est forte quant à l'arsenal militaire de Vladimir Poutine, notamment concernant «Satan 2», un missile réputé pour être capable de raser un pays de la taille de la France. D'après les informations disponibles, le missile nucléaire «Satan 2» serait le plus puissant jamais conçu, et aucune technologie de défense antimissile ne serait en mesure de l'arrêter. Outre sa puissance, il serait équipé d'une technologie furtive pour tromper les systèmes radars ennemis.

Au plan international, les rencontres se multiplient à l'image de celle convoquée par l'Onu et la rencontre de l'ancien président Nicolas Sarkozy avec le président Emmanuel Macron. Le monde entier est pris de panique. Et beaucoup de pays sont inquiets de la puissance militaire russe. Quelle pourrait être l'issue de cette tragédie du 21è siècle ?

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Centrafrique : la loi sur la cryptomonnaie divise

L'Etat centrafricain a franchi un palier supplémentaire dans la mise en place d'un environnement dit favorable au secteur financier à travers l'adoption d'une loi sur l'utilisation de la monnaie digitale. C'est une mini-révolution dans la sous-région en ce sens que ce texte consacre la reconnaissance par un Etat de la monnaie numérique comme moyen de paiement. Le texte a été plébiscité par les députés de la majorité qui considèrent la cryptomonnaie comme « une opportunité pour booster les affaires », tandis que ceux de l'opposition n'ont pas pris part au vote prétextant que « le blanchiment de l'argent sale.

Postes de contrôle juxtaposés Hilacondji-Sanvee-Condji

Le Bénin et le Togo reçoivent les clés d'exploitation

Après plusieurs mois de travaux, la construction des Postes de contrôle juxtaposés (PCJ) Hilacondji-Sanvee-Condji est achevée. Vendredi 29 avril 2022, le Commissaire en charge du Département de l'aménagement du territoire communautaire et des transports de l'Uemoa, Jonas Gbian, a procédé à la remise officielle des clés desdits joyaux, aux représentants du Bénin et du Togo.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Pensés pour renforcer le niveau de libre circulation des personnes et des biens dans l'espace Uemoa, et, par conséquent, accroître l'économie des pays de la zone, les Postes de contrôle juxtaposés (PCJ) Hilacondji-Sanvee-Condji sont désormais concrets. Initiés dans le cadre du projet de réhabilitation de la route Lomé-Cotonou et de facilitation du transport sur le corridor Abidjan-Lagos, ces édifices ont été officiellement confiés aux Etats concernés, par le Commissaire de l'Uemoa, Jonas Gbian qui a procédé à la remise des clés aux représentants du Bénin et du Togo, le vendredi 29 avril 2022. S'adressant à son auditoire, à l'occasion, le Commissaire Jonas Gbian, a rappelé les objectifs poursuivis par l'Union à travers la construction des PCJ, à savoir une meilleure fluidité des échanges intracommunautaires. C'est après quoi, il va encourager les agents des services de contrôle aux frontières de Hillacondji-Sanvee Condji, « à contribuer à l'atteinte de la performance de ces PCJ sur lesquels les Autorités de ces deux Etats et la Commission fondent un espoir de réussite ». Avec la présence des représentants des deux Etats au sein du Comité provisoire de gestion, les Colonels Roukayatou Bio Yara (Bénin) et Kédésim Kpatcha (Togo), cette cérémonie de remise des clés du joyau a été précédée d'une session de formation des utilisateurs et des usagers, organisée du 25 au 28 avril 2022. Au nom des Etats bénéficiaires, les Colonels n'ont pas manqué de remercier la Commission pour ce joyau, et promis d'assurer un bon entretien des locaux. Pour rappel, principalement financés par la Banque Africaine de Développement (BAD), à hauteur de 9 milliards 400 millions de FCFA, ces PCJ sont composés de : Bloc administratif (bâtiment de deux niveaux); brigade des douanes ; zone d'inspection des camions ; entrepôt de douane ; poste de contrôle d'entrée ; blocs sanitaires ; salles de contrôle pont bascule et scanner ; bâtiment service incendie ; local groupe électrique et maintenance ; bâtiment Services commerciaux ; bâtiment services de santé ; zone de contrôle piétons ; local de contrôle vétérinaire ; abri pour conducteurs poids lourds ; abri pour piétons et autres. Un Comité composé d'un représentant désigné par chacun des deux Etats et par la Commission de l'UEMOA, assure la gestion provisoire desdits PCJ en attendant leur opérationnalisation effective.

• Le Commissaire Gbian remettant les clés au représentant du Bénin

Coopération

Ouverture de la sélection des boursiers du Japon pour 2022

L'Ambassade du Japon a le plaisir de porter à la connaissance du public que le Ministère de l'Education, de la Culture ,des Sports ,des Sciences et de la Technologie (MONBUKAGAKUSHO, MEXT) offre des bourses d'études et de recherche à des étudiants béninois ayant achevé la licence ou le baccalauréat, classées en 4 types à savoir: Research Student, Undergraduate Student, Collegeof Technology Studentet Special Training College Student, avec des critères et conditions spécifiques fondés sur l'excellence.

COMMUNIQUE DE PRESSE Cotonou, le 3 mai 2022

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE DE SÉLECTION DES BOURSIERS AU TITRE DE 2022

L'Ambassade du Japon a le plaisir de porter à la connaissance du public que le Ministère de l'Education, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie (MONBUKAGAKUSHO, MEXT) offre des bourses d'études et de recherche à des étudiants béninois ayant achevé la licence ou le baccalauréat, classées en 4 types à savoir : Research Student, Undergraduate Student, College of Technology Student et Special Training College Student, avec des critères et conditions spécifiques fondés sur l'excellence.

L'objectif de ces bourses entièrement financées par le Gouvernement du Japon est de promouvoir la formation de la jeunesse, les échanges intellectuels, et une meilleure compréhension culturelle entre la République du Bénin et le Japon.

De façon générale, ces bourses proposées aux étudiants couvrent l'ensemble des disciplines, notamment scientifiques, sciences humaines et sciences sociales.

Les explications concernant ces différentes bourses ainsi que les nouvelles conditions pour faire acte de candidature pour la phase de présélection avec les liens de téléchargement des formulaires sont publiées sur le site web ci-dessous de l'Ambassade du Japon :

https://www.bj.emb-japan.go.jp/itpr_ja/candidature_boursiers_MEXT_beninois.html

La date limite de dépôt des dossiers de candidatures est fixée impérativement au vendredi 27 mai 2022 à 17 heures précises.

Toutes les réponses aux préoccupations sont contenues dans la documentation disponible sur le site web de l'Ambassade du Japon.

ATTENTION !! Aucun renseignement complémentaire ne sera communiqué par appel téléphonique.

Ambassade du Japon en République du Bénin
08BP 283 COTONOU- BENIN – Tél : 21 30 59 86 – Fax : 21 30 79 42 – E-mail : amb-japon@pv.mofa.go.jp

ONU, 3 mai/TASS

La situation en Ukraine n'est pas une guerre russo-américaine (Washington)

Les événements en Ukraine ne constituent pas une guerre entre les États-Unis et la Russie, a déclaré lors d'une conférence de presse ce mardi la représentante permanente de Washington auprès de l'ONU Linda Thomas-Greenfield.

Interrogée si certains pays africains faisaient l'objet de pression pour qu'ils soutiennent à l'Assemblée générale de l'ONU la résolution sur l'Ukraine dénonçant les actions russes, Linda Thomas-Greenfield a affirmé que les États-Unis n'exerçaient "jamais de pression". "Nous adressons un appel aux pays puisque nous faisons face à une attaque contre la souveraineté du pays. Il s'agit de l'atteinte sur les principes fondamentaux inscrits dans la Charte de l'ONU et l'intégrité de la frontière ukrainienne", a-t-elle déclaré. "J'ai participé personnellement à certaines discussions très tendues avec mes collègues africains à qui j'ai dit que ce n'était pas une guerre entre les États-Unis et la Russie", a souligné la diplomate. Selon elle, il est important que les pays africains prennent "une position appropriée et condamnent la Russie pour ses actions en Ukraine".

Nations Unies

Le secteur bancaire africain

Quelles perspectives ?

Les revenus du secteur bancaire en Afrique devraient augmenter à 129 milliards US en 2022, selon les chiffres de Statista. Pendant que le rendement moyen des capitaux propres des banques de pays développés était prévu chuter en dessous de 1,5% en 2021 à cause du Covid-19, son impact sur les banques africaines devrait être moins sévère, a rassuré McKinsey.

• Issa SIKITI DA SILVA

Cette assurance semble apporter un brin d'optimisme dans un environnement déjà infesté par des créances douteuses, un plus faible degré de financiarisation et où les cadres juridiques et institutionnels laissent à désirer.

« L'approfondissement du secteur financier sur le long terme dépend en partie de la capacité des institutions financières à retracer l'historique des remboursements, ce qui nécessite un registre de crédit et le partage d'information entre les intermédiaires financiers », a prévenu la Banque africaine de développement (BAD), dans un rapport rédigé par Eugene Bempong Nyantakyi et Mouhamadou Sy.

« La difficulté d'établir la solvabilité des emprunteurs et leur volonté de rembourser, associée au manque de soutien juridique des droits des créanciers peuvent amener les banques à limiter les programmes de prêts, contribuant ainsi au faible développement financier », a ajouté le rapport.

Malgré plus de quinze ans d'approfondissement financier dans presque tous les pays d'Afrique subsaharienne, les secteurs bancaires ont encore une marge de progression importante par rapport à ceux d'autres régions, a indiqué la Banque européenne d'investissement (BEI).

Long chemin

Si les systèmes financiers africains restent résilients malgré les chocs exogènes et endogènes qui continuent de secouer les économies du continent, les banques africaines ont encore un long chemin à parcourir pour devenir financièrement et juridiquement stables capables de faire face aux défis des nouvelles réalités.

La BEI lance un appel pour améliorer la législation en matière de redressement des banques et de résolution de leurs défaillances en Afrique, arguant que cela contribuerait à réduire les coûts de financement et à faciliter l'intermédiation financière.

A en croire McKinsey, ce cabinet international de conseil en stratégies basé à New York, les banques africaines devraient mettre l'accent sur trois impératifs centrés sur la productivité, la gestion des risques et la technologie, afin de renforcer leur résilience dans la nouvelle réalité.

Si les risques ne sont pas atténués, nos estimations suggèrent que le marché bancaire africain pourrait perdre plus de 48 milliards de dollars en revenus post-risque cumulés d'ici 2024, entraînant plusieurs années de rendements inférieurs au coût du capital, ont « prophétisé » les chercheurs de McKinsey, ajoutant que la technologie a un rôle essentiel à jouer pour aider les banques à répondre à l'impératif de productivité et à débloquer la croissance future.

Dans le contexte de crise, poursuivent-ils, les banques ont un impératif d'optimisation de leur coût du risque et de réduction du coût de la gestion des risques. Les outils numériques et analytiques ont un potentiel important pour aider les banques à le faire tout en les positionnant pour un futur retour à la croissance.

Migration des africains vers l'Europe

Plus de 3 000 décès enregistrés en 2021

L'agence des Nations Unies pour les réfugiés vient de publier un nouveau rapport sur la migration des africains vers les pays de l'Europe. Le document révèle que plus de 3 000 migrants à destination de l'Europe ont été perdus en mer en 2021.

• Félicienne HOUESSOU

Un nouveau rapport de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a demandé une action urgente pour lutter contre la flambée des décès parmi les réfugiés, les demandeurs d'asile et les autres migrants qui tentent d'atteindre l'Europe. Et pour cause, plus de 3 000 personnes sont mortes en Méditerranée et en Atlantique en tentant de rejoindre l'Europe l'année dernière. Le nombre est le double de celui de 2020. « L'année dernière, un total de 3 077 personnes ont été perdues en tentant de traverser les routes méditerranéenne et atlantique vers le continent contre 1 544 en 2020 », selon le rapport. Le document a montré que pour 2021, 1 924 personnes ont été signalées mortes ou portées disparues sur les routes de la Méditerranée centrale et occidentale, tandis que 1 153 autres ont péri sur la route maritime nord-africaine vers les îles Canaries. Selon la porte-parole du HCR Shabia Mantoo aux journalistes à Genève, de manière alarmante, depuis le début de l'année, 478 personnes supplémentaires sont également mortes ou portées disparues en mer. « La plupart des traversées maritimes ont eu lieu dans des bateaux gonflables emballés et inaptes à la navigation, dont beaucoup ont chaviré ou ont été dégonflés, entraînant la mort... Le voyage en mer des pays de la côte ouest-africaine tels que la Mauritanie et le Sénégal vers les îles Canaries était particulièrement périlleux », a-t-elle déclaré, soulignant que la traversée pouvait prendre jusqu'à 10 jours. Ainsi, de nombreux bateaux ont dévié de leur cap ou ont disparu sans laisser de traces dans ces eaux. Le rapport du HCR a montré que 53 323 migrants sont arrivés par bateau en Italie l'année dernière, soit une augmentation de 83% par rapport à 2020.

L'Afrique de l'Ouest n'est pas épargnée

Les traversées maritimes ne sont cependant pas les seuls périls des parcours de nombreux migrants. Le HCR a averti que les routes terrestres étaient également « très dangereuses ». Selon Shabia Mantoo, un nombre peut être plus grand de morts ont été enregistrés lors de voyages à travers le désert du Sahara et les zones frontalières reculées, dans des centres de détention ou pendant la captivité de passeurs ou de trafiquants. Les migrants le long de toutes ces routes sont confrontés à une "litanie d'abus", les exécutions extrajudiciaires, la détention illégale et arbitraire, la violence sexuelle et sexiste, le travail forcé, l'esclavage, le mariage forcé et autres. En Afrique de l'Ouest, les situations politiques complexes au Mali et au Burkina Faso, la dégradation de la situation sécuritaire dans la région du Sahel en général, et la pression accrue sur la fourniture de services nationaux en raison du nombre massif de personnes déplacées de force par les conflits peuvent entraîner davantage de déplacements externes et de mouvements vers des pays d'Afrique du Nord et vers les États côtiers d'Afrique de l'Ouest. L'impact des sanctions économiques sur ces pays pourrait également déclencher des mouvements plus mixtes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'espace CEDEAO. Parallèlement, la réduction et/ou le retrait des forces étrangères au Mali au premier trimestre 2022 pourraient entraîner une insécurité accrue et donner lieu à de nouvelles vagues de déplacement. L'augmentation des attaques par des groupes armés non étatiques au Burkina Faso, qui a également touché la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo en 2021 et au début de 2022, pourrait également entraîner une aggravation de l'insécurité, des déplacements dans ces pays et de nouvel exode de réfugiés.

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022

Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SON EXCELLENCE
UHURU KENYATTA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU KENYA

Sommet Africités 9

"Le rôle des villes intermédiaires d'Afrique dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations Unies et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine"

9ème édition
Africités Cities
KISUMU, KENYA
17 - 21 Mai 2022

Lupita Nyong'o
Ambassadrice de bonne volonté

Organisateurs
Republique du Kenya
Conseil des Gouverneurs
UCLG AFRICA
CGLU AFRIQUE

Partenaires institutionnels
Union Africaine
UN-HABITAT FOR A BETTER URBAN FUTURE
ECA
UNCDF
Cities Alliance
CGLU

FNDA FONDS NATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE
REPUBLIQUE DU BENIN

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement et de la coopération DDC

APPEL A PROJETS :
SUBVENTIONS POUR INITIATIVES AGRICOLES A CARACTERE PRIVE

Le Fonds National de Développement Agricole (FNDA) avec le soutien de la Coopération Suisse, lance un appel à projets pour le financement sous forme de subventions partielles des investissements agricoles à caractère privé et des services non financiers, au profit des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) et des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) agricoles régulièrement immatriculées et intervenant dans les filières manioc, riz, maïs, soja, maraichage, pisciculture, mangue, viande et lait.

Les détails de l'appel à projets sont à retrouver sur le site internet **www.fnda.bj**

La date butoir pour postuler à l'appel à projets est le **13 mai 2022 à 17 heures 30 minutes.**

Pour toute préoccupation, prière écrire à l'adresse électronique contact@fnda.bj ou se rapprocher de l'ATDA concernée jusqu'au 06 mai 2022.

Le Directeur Général

Léonard Valère E. HOUSSOU

Scanner le code QR d'accès au formulaire de soumission

Saisir l'adresse mail : fnda.projets@fnda.bj
Mot de passe : FND@Appel2022

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.
Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste.**
L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.
L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

L'économiste, le journal des décideurs

Conso

Tout comprendre au fonds de réparation des appareils du quotidien

Faire de la réparation un réflexe est le nouveau cheval de bataille de l'État pour favoriser une consommation plus responsable. Alors que toute une filière, jusqu'à présent de niche, est amenée à s'organiser et à se développer, le législateur a décidé de s'attaquer au problème du prix. Car si réparer un appareil de la vie courante est bien plus écologique que de le jeter, cela coûte en revanche souvent plus cher que d'en acheter un nouveau.

Une nouvelle aide financière

Pour en finir avec cette dissuasion tarifaire, la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire du 10 février 2020 a programmé la création d'une série de fonds d'aide à la réparation dédiés à diverses catégories de produits. Grâce aux contributions des fabricants, ces cagnottes doivent permettre de financer un « bonus réparation » directement déduit de la facture, lorsque les ménages feront appel à un réparateur agréé pour remettre en état de marche un appareil hors garantie. Quatre des six filières visées doivent mettre en place ce nouveau dispositif courant 2022 pour les équipements électriques et électroniques (EEE), les jouets, les articles de sport et de loisirs et les articles de bricolage et de jardin. Suivront, dans les années à venir, les vêtements, les chaussures et le linge de maison. Le montant de la ristourne variera en revanche en fonction du type d'appareil réparé. Jugés comme prioritaires, le gros électroménager, les smartphones, les ordinateurs et les télévisions devraient bénéficier des plus grosses subventions à la réparation. Le barème exact reste toutefois à déterminer.

Un observatoire impartial

Alors que ce programme se met doucement en place – il faut encore établir un réseau national de réparateurs agréés –, un observatoire du fonds de réparation dédié aux équipements électriques et électroniques a été créé en collaboration avec les éco-organismes des branches et placé sous la responsabilité de la CLCV. Comme l'a précisé l'association dans un communiqué, sa mission est « d'étudier le comportement des consommateurs vis-à-vis de la réparation, tout en cernant les facteurs qui la favorisent », et ce, à partir des données fournies par ces éco-organismes.En complément, la CLCV a d'ores et déjà « mis en place une veille tarifaire afin d'étudier au plus juste l'impact de ce soutien financier ». L'association ne manquera pas de publier les résultats de ces observations sur son site internet Clcv.org.

Train express régional de Dakar

5 millions de voyageurs enregistrés après 100 jours

Le TER, l'une des solutions de mobilité urbaine promues par le gouvernement sénégalais, poursuit la conquête des navetteurs de Dakar. Ce nouveau service ambitionne d'atteindre rapidement ses capacités réelles. En 100 jours d'exploitation commerciale, 5 millions de passagers ont emprunté le Train express régional de Dakar (TER), rapporte le ministre sénégalais des Transports, Mansour Faye. Le nouveau service ferroviaire qui a effectivement démarré le 17 janvier après trois semaines de prestation gratuite, a connu un flux quotidien d'en moyenne 50 000 passagers. En termes de recettes, 3 milliards FCFA ont été générés. Le service ne tourne néanmoins pas encore à plein régime, le débit actuel étant largement en deçà de la capacité annoncée (115 000 passagers par jour). De même la flotte de trains n'est pas entièrement utilisée, car selon le ministre, 12 véhicules ferroviaires sont actuellement exploités sur le réseau sur les 15 que compte le parc. Certains Sénégalais vivant en périphérie de Dakar ne bénéficient pas encore d'un service de bout en bout et attendent la réalisation de la phase 2, dont les travaux ont été déjà lancés. Cette extension du réseau devrait raccorder Diamniadio, notamment l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD). L'achèvement de cette phase portera à 300 000 passagers quotidiens la capacité totale du TER.

Mines

L'Inde lorgne sur le secteur minier gabonais

Avec des importations chiffrées à 477 milliards FCFA en 2021, l'Inde représente le deuxième plus important client du Gabon, derrière la Chine. Reçu en audience le 27 avril 2022 par le Premier ministre, l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Inde près le Gabon, Ram Karan Verma, a fait part de la volonté de son pays d'accroître ses investissements au Gabon. Le Gabon accueille une forte communauté indienne avec des entreprises actives dans les secteurs des mines et du bois, qui contribuent au développement économique du pays. «Les entreprises indiennes qui sont déjà basées notamment dans la Zone économique de Nkok ont déjà créé beaucoup d'emplois. Nous avons par exemple la compagnie indienne Oil India qui s'est déjà implantée au Gabon et qui est en train d'attirer beaucoup d'investisseurs. Il y a un très grand potentiel dans le domaine minier qui serait une opportunité de renforcer les échanges économiques entre nos deux pays», a affirmé Ram Karan Verma. Les autorités gabonaises partagent également cette volonté de renforcer cette coopération vieille de plus de 30 ans entre les deux pays. «Les entreprises indiennes investissent de plus en plus au Gabon, dans les mines, le bois et d'autres secteurs. Elles sont très présentes dans la Zone économique spéciale de Nkok. Cette coopération indo-gabonaise, déjà très forte, mon gouvernement veut la renforcer davantage dans les années à venir», a affirmé Rose Christiane Ossouka Raponda. L'Inde se positionne aujourd'hui comme la deuxième destination des exportations du Gabon derrière la Chine. En 2021, selon les données du ministère de l'Economie, l'Inde a importé du Gabon des produits d'une valeur de 477,7 milliards de FCFA. En forte hausse de 263,1 % par rapport à 2020.

Marché de travail

Le nombre de sans-emploi diminue mais le taux de chômage reste important

Le nombre de chômeurs enregistré à La Réunion au premier trimestre de cette année a connu une diminution de 5,7 % sur 12 mois et de 2,1 % en trois mois. Il s'agit des chiffres concernant les demandeurs d'emploi de catégorie A, c'est-à-dire les personnes n'ayant exercé aucune activité professionnelle partielle. En moyenne, 124.060 Réunionnais étaient sans emploi lors des trois premiers mois de l'année 2022, indique le site des Echos. Les nouveaux inscrits à Pôle Emploi sont de plus en plus nombreux à avoir démissionné ou conclu une rupture conventionnelle. Le nombre de nouveaux venus ayant fait l'objet d'un licenciement économique n'a en revanche pas évolué.

Un taux de chômage dépassant 17 %

La baisse annuelle du chômage observée à La Réunion a été particulièrement marquée chez les 25-49 ans, où elle a atteint 7,3 %. Malgré cette chute, le taux de chômage reste important sur l'île. En prenant en compte les critères du Bureau international du travail, il demeure entre 17 et 19 % de la population active depuis la fin de l'année 2020.

20 minutes du 03 mai 2022

Or

La demande mondiale d'or a bondi de 34 % au premier trimestre

L'or est une valeur refuge pour les investisseurs en cas de crise. La hausse de la demande s'accompagne souvent d'une hausse des prix qui peut profiter aux producteurs d'or à travers le monde. En Afrique, le Ghana, le Mali ou encore le Burkina Faso font partie des bénéficiaires. La demande mondiale d'or, à l'exclusion du marché de gré à gré, a atteint 1 234 tonnes au premier trimestre 2022. C'est ce qui ressort d'un rapport publié le jeudi 28 avril par le World Gold Council (WGC), qui précise qu'il s'agit d'une hausse de 34 % en glissement annuel, portée par le fort intérêt pour les fonds négociés (ETF) en bourse adossés à l'or. Dans un contexte où l'invasion de l'Ukraine a entrainé des incertitudes sur l'économie mondiale et contribué à l'inflation, les investisseurs à la recherche de valeurs refuges ont en effet misé sur le métal jaune. Les entrées dans les ETF ont bondi de 268,8 tonnes, effaçant les sorties effectuées par les acteurs tout au long de l'année dernière et qui atteignaient 174 tonnes. «Les ETF adossés à l'or ont connu leur plus forte augmentation trimestrielle depuis le troisième trimestre 2020 [au plus fort du rallye de l'or avec un pic historique à plus de 2 000 $ à l'époque, Ndlr]», indique le WGC. Notons que le prix de l'or a également progressé de 8 % au premier trimestre d'après l'indice de référence de la London Bullion Market Association, ce qui correspond, apprend-on, à sa meilleure performance depuis le deuxième trimestre 2020. Pour les producteurs d'or, particulièrement en Afrique où le secteur représente une importante part des recettes publiques au Mali, au Ghana et au Burkina Faso, le maintien de la demande et du prix de l'or à des niveaux élevés est une bonne nouvelle. Les recettes ne devraient néanmoins augmenter qu'à condition de maintenir le même niveau de production.

Ecofin du 03 Mai 2022

BRVM 10	167,14
Variation Jour	-0,88 %
Variation annuelle	8,88 %

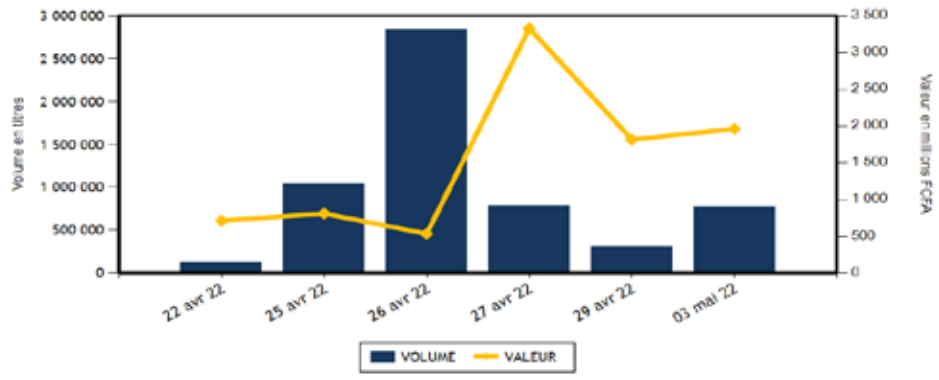
BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 84 — mardi 3 mai 2022 — Site : www.brvm.org

BRVM Composite	218,24
Variation Jour	-0,91 %
Variation annuelle	7,89 %

Evolution des indices

Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 569 500 765 847	-0,91 %
Volume échangé (Actions & Droits)	635 246	220,75 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	572 315 625	-22,16 %
Nombre de titres transigés	42	-2,33 %
Nombre de titres en hausse	9	-30,77 %
Nombre de titres en baisse	28	55,56 %
Nombre de titres inchangés	5	-58,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 723 159 116 797	-0,09 %
Volume échangé	136 718	27,14 %
Valeur transigée (FCFA)	1 389 555 165	28,68 %
Nombre de titres transigés	4	-33,33 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	3	
Nombre de titres inchangés	1	-75,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	1 135	6,57 %	33,53 %
TOTAL SN (TTLS)	2 550	6,47 %	29,11 %
PALM CI (PALC)	12 800	5,79 %	83,12 %
SICOR CI (SICC)	6 800	5,02 %	32,81 %
SAPH CI (SPHC)	5 465	2,92 %	5,20 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	1 850	-7,50 %	-7,50 %
CIE CI (CIEC)	2 285	-7,49 %	20,58 %
SMB CI (SMBC)	6 985	-7,48 %	1,23 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 935	-7,41 %	-6,31 %
BERNABE CI (BNBC)	2 125	-7,41 %	-2,30 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	121,05	-1,65 %	9,94 %	31 608	51 526 840	30,43
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	508,98	-1,29 %	13,40 %	9 712	50 810 245	9,51
BRVM - FINANCES	15	77,94	-1,22 %	1,05 %	563 713	284 668 800	8,42
BRVM - TRANSPORT	2	580,36	-0,20 %	-6,71 %	287	663 140	9,35
BRVM - AGRICULTURE	5	323,27	3,58 %	32,86 %	26 353	177 137 985	6,98
BRVM - DISTRIBUTION	7	424,75	-0,87 %	4,25 %	2 794	6 407 345	32,59
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 702,76	-7,07 %	89,04 %	779	1 101 270	16,57
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,01	
Taux de rendement moyen du marché	5,48	
Taux de rentabilité moyen du marché	4,46	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 506 263,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 761 364 057,18	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	7,61	
Ratio moyen de satisfaction	33,44	
Ratio moyen de tendance	439,73	
Ratio moyen de couverture	22,74	
Taux de rotation moyen du marché	0,06	
Prime de risque du marché	5,20	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = *Volume annuel échangé / nombre de séances*
Valeur moyenne annuelle par séance = *Valeur annuelle échangée / nombre de séances*
Ratio moyen de liquidité = *Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de satisfaction = *Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)*
Ratio moyen de tendance = *Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de couverture = *Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)*

Taux moyen de rotation = *moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)*
PER moyen du marché = *moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif*
Taux de rendement moyen = *moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende*
Taux de rentabilité moyen = *moyenne des taux de rentabilité des actions cotées*
Prime de risque du marché = *(1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat*

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

UCA — UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
Av. proche, rue en face de l'eglise Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou – BENIN
001 BP 8690 RP
uca@ucasgi.com
(229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
(229) 21 31 00 21
www.ucasgi.com

SGI BENIN
Carré 211 St Michel
immeuble SGI-Bénin 01 BP
4546 Cotonou.
Tél : (229) 21 31 15 41
21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
Groupe BMCE BANK
BOA CAPITAL SECURITIES
Siège BOA Benin,
Boulevard de France
Tel : (229)
21315343/64182121

AGI — SOCIETE DE BOURSE
Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8568 RP Cotonou
contact@sgi-agi.com
+229 21318733
+229 21316066

AFRICABOURSE
Avenue Steinmetz Face
Immeuble Air Gabon 01 BP
6002 COTONOU BENIN
Tél : (229) 21 31 88 35 /
21 31 88 36

BFS — BIIC Financial Services
Société de gestion et d'intermédiation
Boulevard Saint Michel
Immeuble Agence BIIC Dantokpa
01 BP. 7700 Cotonou
Tél. +229 21324875
Tél. +229 21324876
sgibfs@biic-financialservices.com

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement

Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9.27 milliards USD	Déc 2017	8.57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14.7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10.7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA – Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA – Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA – Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Source : trading economics

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Conférence annuelle de l'Association Africaine du Capital Investissement et du capital risque	25-29 Avril 2022	Dakar, Sénégal	avca@avca-africa.org
Cyber Africa Forum	9 -10 Mai 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://cyberafricaforum.com/
African Mining Indaba 2022	9 au 12 Mai 2022	Afrique du Sud	s.kamuanga-tossou@afdb.org
12e Conférence sur le commerce et l'énergie des granulés de biomasse 2022	16 - 19 Mai 2022	Tokyo (en hybride)	https://www.cmtevents.com/eventschedule.aspx?ev=220504&
Forum Africallia 2022	18-20 Mai 2022	Ouagadougou, Burkina-Faso	Téléphone : 00 229 51 10 56 54 Email : alimath.mounirou@ccib.bj
9ème édition du Sommet Africités	17-21 Mai 2022	Kisumu, Kenya	https://www.uclga.org/?lang=fr
Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA)	26 Mai -20 juin 2022	Dakar au Sénégal	Email : fiarasenegal@yahoo.com Téléphone : (+221) 33 827 18 50 / (+221) 77 642 33 36
AFRICA CEO FORUM	13-14 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://lc.cx/mw9vbW
Foire international africaine	22-26 juin 2022	France	https://www.la-fia.com/
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/

HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de coeur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclavage" (Publilius Syrus).

L'économiste du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkodji zone résidentielle, 2ème rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistebenin.com

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général
Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière
Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication
Jules AFFODJI

Rédacteur en chef
Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire de rédaction
Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs
Nestor DEHOUINDJI
Félicienne HOUESSOU
(96 92 43 46)
Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)
Sylvestre TCHOMAKOU
Hubert DOSSOU
Falco Vignon
Romuald NOUDEDJI
(Correspondant Mono-Couffo)
Raoul Gandaho
(Correspondant Ouémé Plateau)
Noël Y. TETEGOU
(Br. Borgou/Alibori)
Jules Daniel Mahuto
(Correspondant Zou-colline)
Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:
Franck Vial, correspondant France de l'Economiste du Bénin
Tel +330671790990
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale
Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste
Crespin N'SODAI
(96564330)

Contribution au Sommet Africités

60 grandes villes africaines notées, selon CGLU Afrique et CitiIQ

En prélude au Sommet Africités, Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique) et CitiIQ, créateur d'une norme mondiale innovante de mesure des villes, ont annoncé, mardi 03 mai 2022, que 60 grandes villes africaines ont été notées pour leur contribution dans le cadre dudit sommet. Lire l'intégralité du communiqué de CGLU Afrique.

CGLU Afrique et CitiIQ annoncent la notation de 60 grandes villes africaines

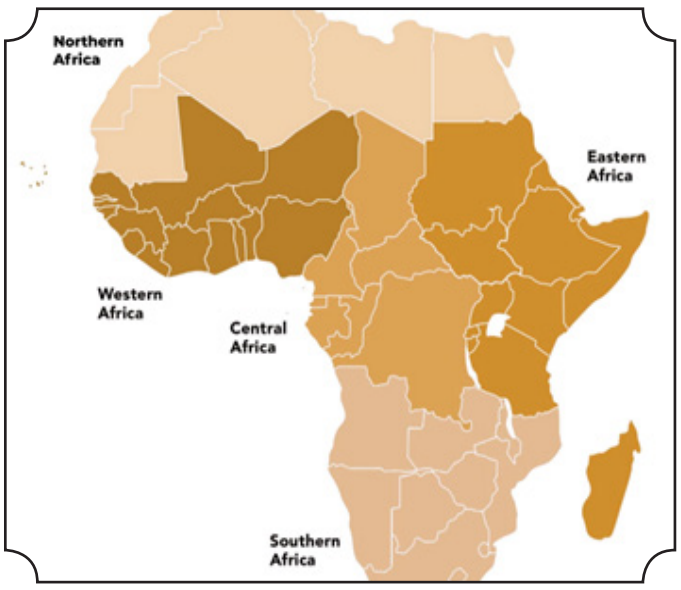
Le Sommet Africités du 17 au 21 mai se concentrera sur les défis auxquels sont confrontées plus de 1 000 villes intermédiaires.

Rabat/Toronto, le 26 avril 2022 – Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique) et CitiIQ, créateur d'une norme mondiale innovante de mesure des villes, ont annoncé aujourd'hui que 60 grandes villes africaines ont été notées comme contribution au Sommet Africités qui se tiendra à Kisumu, au Kenya, du 17 au 21 mai. Les recherches montrent que le continent africain connaîtra une croissance démographique sans précédent au cours des 30 prochaines années, avec une poussée urbaine spectaculaire qui devrait exercer une pression sur ses villes, grandes et petites.

CitiIQ utilise une méthodologie factuelle pour noter 35 Considérations essentielles, au sein des cinq Dimensions des Besoins Fondamentaux, de la Compétitivité, de l'Opportunité, de l'Habitabilité et de la Trajectoire à venir. À l'aide d'un tableau de bord en ligne intuitif, les mesures d'une ville sont facilement accessibles aux clients via un abonnement annuel basé sur le cloud.

La notation des 60 grandes villes modélise l'importance de la mesure pour les villes intermédiaires d'Afrique. La collecte de données précises et cohérentes est essentielle pour la croissance et le développement des villes africaines. La confiance des investisseurs locaux, régionaux, nationaux et internationaux grandit considérablement lorsque les progrès dans le temps peuvent être déterminés de manière fiable. Les villes intermédiaires doivent mettre en place des mesures de données précises pour répondre à leurs besoins, ce qui est fondamental pour renforcer leurs capacités de croissance. Un système de notation cohérent accélérera la croissance de cultures de données efficaces pour les villes intermédiaires.

CGLU Afrique compte parmi ses membres 51 associations nationales de gouvernements locaux de toutes les régions d'Afrique, ainsi que de 2 000 villes et territoires de plus de 100 000 habitants. A ce titre, l'organisation représente près de 350 millions de citoyens africains.



Les Régions de CGLU Afrique et les frontières de 54 pays (image reproduite avec l'aimable autorisation de CGLU Afrique)

M. Jean Pierre Elong Mbassi, le Secrétaire Général de CGLU Afrique, a déclaré : « Nous avons spécifiquement choisi le thème du 9ème Sommet Africités, pour mettre l'accent sur le rôle des villes intermédiaires africaines dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations Unies et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine ». CGLU Afrique mobilise des stratégies, des méthodes et des outils pour appuyer ses membres dans le cadre de trois piliers visant à accompagner le développement des gouvernements locaux pour mieux servir leurs communautés.

La ville de Kisumu, au Kenya, est la toute première ville intermédiaire à accueillir le Sommet Africités.

CitiIQ utilise une large gamme d'outils technologiques et d'expertise pour collecter des données pour les villes qui sont traitées via son algorithme global de mesure des villes. Des scores comparables sur 100 sont produits pour les 35 Considérations les plus importantes de n'importe quelle ville. Les données alimentent un tableau de bord qui illustre facilement les scores et permet aux clients d'explorer dans le détail les données des 114 indicateurs de ville utilisés.

« De plus en plus, la santé et le bien-être des habitants du monde dépendent de l'efficacité de leur ville », déclare M. Don Simmonds, Président de CitiIQ. "Les dirigeants municipaux sont confrontés à d'immenses défis et bénéficient grandement lorsque des données complètes et comparables peuvent guider leurs décisions."

La plupart des villes ont du mal à traduire des données disparates en actions susceptibles d'améliorer la vie de leurs citoyens. La méthode CitiIQ standardise les données afin que les éléments de la ville puissent être facilement comparés au sein d'une ville donnée ou avec d'autres villes du monde. Le service est fourni sous la forme d'une application qui peut fonctionner sur n'importe quel site Web choisi par une ville cliente. Ceci peut être vu sur les ordinateurs de bureau, les ordinateurs portables, les tablettes et les smartphones. CitiIQ a reconnu le rôle essentiel que jouent les villes intermédiaires dans le monde qui accueillent plus de la moitié de la population urbaine mondiale. Souvent mal desservies, ces villes jouent un rôle clé dans la localisation des ODD, l'autonomisation de la gouvernance locale et la cohérence des politiques qui relient les priorités d'ordre supérieur aux priorités locales des citoyens.

Des données précises, fréquentes et accessibles pour les gouvernements locaux et leurs citoyens favorisent une prise de décision plus efficace. Le tableau de bord CitiIQ est un point de référence commun qui reflète les interactions complexes de la société. Les données jouent également un rôle de plus en plus vital en tant que devise de référence pour l'équité et le soutien devant être apportés aux populations vulnérables. CitiIQ fournit un point de référence pour les valeurs de solidarité, de responsabilité, de transparence et de service qui caractérisent les villes intermédiaires. En Afrique, 56 villes ont une population de 500.000 à 1 million d'habitants, 85 villes ont une population de 300.000 à 500.000 habitants, 380 villes ont une population de 100.000 à 300.000 habitants, et 564 villes ont une population de 50.000 à 100.000 habitants. Ces 1.086 villes ont besoin d'une infrastructure de données solide pour rendre leur développement efficace au cours des prochaines décennies.

Ministère des finances

Formation des cadres sur la gestion budgétaire en mode programme

Le Secrétaire général du Ministère de l'économie et des finances, Alban Bessan, représentant le Ministre d'Etat, a lancé hier mardi 03 mai 2022, l'atelier de formation des nouveaux acteurs de la chaîne des dépenses publiques dudit ministère sur la gestion budgétaire en mode programme. Ladite formation se déroule à Bénin Royal Hôtel jusqu'au 5 mai 2022.

• Abdul Wahab ADO

« La cérémonie de ce jour s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs intervenant dans la mise en œuvre de la Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF) notamment les nouveaux acteurs de la gestion en mode programme nommés au Ministère de l'Economie et des Finances. En effet, par la Loi Organique n° 2013-14 du 27 septembre 2013, relative aux Lois de Finances, notre pays a transposé la Directive n° 06/2009 /CM/UEMOA du 26 juin 2009 portant loi de finances au sein de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ». C'est en ces termes que s'est exprimé le Secrétaire général du Ministère de l'économie et des finances, Alban Bessan lors du démarrage des travaux de la formation. Le SGM indique que cette réforme vise deux objectifs. Il s'agit, précise-t-il, de : l'amélioration de l'efficacité de l'action publique, pour le bénéfice de tous (citoyens, usagers, contribuables et agents de l'Etat) et l'instauration d'une véritable transparence dans la gestion publique, en rendant notamment plus lisibles les documents budgétaires à la fois pour le Parlement et pour le citoyen.

Le SGM a rappelé que cette réforme du cadre budgétaire et comptable des finances publiques ne constitue pas une simple rénovation du dispositif existant mais participe d'un changement plus profond. Elle modifie à la fois le cadre et le contenu du budget et des lois de finances, les responsabilités des acteurs budgétaires, le cadre comptable et statistique de l'Etat ainsi que le rôle du Parlement et de la Cour des comptes dans le processus de contrôle des lois de finances et de leurs acteurs.

La nouvelle LOLF et ses modalités

Au lancement de l'atelier de formation, le Secrétaire général du Ministère de l'économie et des finances, Alban Bessan a fait savoir que l'objectif de la session de formation est de permettre aux acteurs de la chaîne des dépenses de s'approprier la nouvelle LOLF et ses modalités de mise en œuvre, les rendant plus aptes à relever les défis de ce basculement. Il a indiqué qu'il s'agit de façon spécifique, de : faire connaître aux acteurs de la chaîne des dépenses publiques le contexte régional de la réforme des finances publiques ; informer les acteurs de la chaîne des dépenses publiques sur les principales innovations introduites par la LOLF 2013 par rapport à la LOLF de 1986 ; faire adopter par les acteurs de la chaîne des dépenses publiques, les recommandations sur les priorités de la réforme pour la mise en œuvre de la LOLF au Bénin. En effet, la formation de trois jours est destinée aux nouveaux acteurs de la gestion en mode programme nommés au sein du Ministère ainsi qu'à certains de leurs collaborateurs, principaux acteurs de la chaîne des dépenses. C'est Oscar Patrice METEHOUE, Economiste et Planificateur qui est le formateur de cette session prévue pour durer trois jours.

Prévention et prise en charge de la malnutrition

Au village Mahou, des dizaines d'enfants retrouvent le sourire

A Mahou, un village de Dassa II (situé au centre du Bénin), la croissance de plusieurs dizaines d'enfants était hypothéquée par la malnutrition. Grâce au Projet de nutrition et de développement de la petite enfance démarré depuis 2019, ces enfants bénéficient de services de base contribuant au développement de la région.

• *Félicienne HOUESSOU*

La malnutrition chronique constitue un problème persistant qui affecte les jeunes enfants au Bénin. Elle représente, selon l'Unicef, 45% de tous les décès d'enfants par an chez les enfants de moins de 5 ans. La malnutrition constitue ainsi le plus grand facteur de risque de mortalité et de morbidité chez les jeunes enfants. Les solutions communautaires sont initiées pour remédier de façon durable à ce phénomène. La situation des enfants de Mahou est la preuve palpable des dégâts de la malnutrition sur la petite enfance. « Deux cas d'enfants malnutris ont été retrouvés ici à Mahou. Le premier étant un cas sévère, l'enfant est décédé. Nous avons pu récupérer le second enfant grâce aux soins suivis au Centre hospitalier départemental (CHD) Goho », témoigne une assistante nutrition de la région. Ainsi, le Projet de nutrition et de développement de la petite enfance au Bénin à travers ses actions change peu à peu le calvaire des enfants de cette région. Selon l'assistante en nutrition, les activités effectuées pour la prévention de la malnutrition sont entre autres : les séances de démonstration culinaire ; le suivi et la promotion de la croissance des enfants de 0 à 23 mois ; les séances de communication pour un changement de comportement ; l'installation des structures faîtières dont les groupes d'assistance en nutrition et le comité de surveillance alimentaire et nutritionnelle. Dans le village, le projet intervient dans 83 ménages. Au total, 86 parents sont suivis avec 136 enfants de 0 à 5 ans. Le chef du village Mahou, Hougnibo Enock, assure que ce projet a permis aux ménages de développer de bonnes habitudes culinaires afin de servir aux enfants, des repas équilibrés. « Avant l'arrivée du projet, les enfants avaient de petits soucis de santé qu'on ne comprenait pas. Mais, avec l'assistance des spécialistes, nous avons compris beaucoup de choses », indique-t-il.

Améliorer un certain nombre d'interventions

Financé par la Banque mondiale, le projet cible les jeunes enfants au Bénin, n'ayant pas accès aux services de développement de base. L'ambition est d'améliorer la prestation des interventions et des services de nutrition précoce et de développement de l'enfance dans des zones ciblées des communes bénéficiaires. Pour cela, la Coordonnatrice régionale Zou-Collines du Conseil de l'alimentation et de la nutrition (Can), Mireille Houensou, souligne que le projet s'articule autour de deux composantes : le soutien aux institutions, afin de coordonner la mise en œuvre des interventions en matière de nutrition et de développement de la petite enfance, et un appui aux communautés, afin d'améliorer la prestation de l'ensemble de services au niveau communautaire. Le maire de la commune de Dassa, Nicaise Fagnon, promet intensifier les sensibilisations car le programme de nutrition joue un rôle déterminant dans le développement de l'enfant. « Nous comptons aussi réaliser le château d'eau parce que lorsqu'on parle de nutrition, il est aussi important d'avoir de l'eau potable », rassure-t-il. A terme, davantage d'enfants auront accès à des services sociaux et nutritionnels de qualité, ce qui contribuera au développement des régions ciblées. Ce Projet de nutrition et de développement de la petite enfance concerne 48 communes du pays. Il fait appel à des activités d'éveil et d'apprentissage précoces ainsi qu'à l'éducation parentale pour favoriser un bon développement des jeunes enfants. Il apporte également une aide aux programmes d'alimentation dans les écoles primaires de 12 communes et contribue à l'amélioration de l'harmonisation des politiques et de la coordination intersectorielle, ainsi qu'à une meilleure gestion de la gouvernance décentralisée dans la totalité des 77 communes du pays.

Journée mondiale de la sécurité et santé au travail

La GDIZ expose les initiatives au profit de ses travailleurs

Quelques jours avant le 1er mai, le monde entier, comme à l'accoutumée, a célébré la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail. Saisissant cette occasion, la Société d'investissement et de promotion de l'industrie (SIPI-Bénin), a porté à l'attention de l'opinion publique, ses efforts pour assurer de meilleures conditions de travail sur son site. Lire le communiqué de la SIPI-Bénin à ce propos.

Communiqué de Presse

GDIZ célèbre la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail

Chaque 28 avril 2022, le monde célèbre la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail. Cette année, le thème choisi est « l'instauration d'une culture positive de la sécurité et de la santé, nourrie par la participation et le dialogue social ».

A la Glo-Djigbé Industrial Zone (GDIZ), nous avons développé une forte culture de sécurité et de santé au travail qui repose sur l'inclusion et la participation de toutes les parties à l'amélioration constante de la sécurité et de la santé au travail. Nous collaborons étroitement avec toutes les parties prenantes et de façon proactive afin de définir des plans adaptés, efficaces et durables pour le développement de la Zone Industrielle de Glo-Djigbé - Zè.

Durant la pandémie du COVID-19, nous avons mis en place un système solide, respectant toutes les étapes de processus décisionnels en matière de sécurité et de santé au travail (SST), tout en impliquant les travailleurs et les entreprises intervenant dans les travaux de construction. Nous avons organisé des campagnes de vaccination accompagnées de séances de sensibilisation. Pour nous, il est crucial de protéger le milieu de travail, préserver la sécurité et la santé des travailleurs, mais aussi de veiller à la santé des communautés.

Nous avons démarré la construction de la Zone Industrielle de Glo-Djigbé - Zè en mai 2021 dans le strict respect de la Loi Cadre de l'Environnement en République du Bénin. Nous disposons des équipements et procédures nécessaires pour assurer la sécurité des personnes, y compris le personnel, les sous-traitants et les investisseurs.

Plusieurs infrastructures de proximité ont été développées afin de répondre aux plus strictes normes de sécurité, notamment :

• des entrepôts équipés des meilleurs systèmes de détection et de lutte contre les incendies.

• une caserne de pompiers qui vient garantir une intervention rapide et efficace de secours d'urgence dès le déclenchement des alertes.

• une infirmerie a été mise en place pour gérer les premiers soins médicaux en cas d'urgence.

Au niveau opérationnel, nous avons prévu :

• l'installation d'un système de vidéosurveillance à l'intérieur des entrepôts et sur les routes. Ce système est connecté à une salle de contrôle de sécurité centrale.

• la protection du site, assurée par des sociétés privées de gardiennage.

« En ce 28 avril où le monde célèbre la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, nous nous engageons à poursuivre nos efforts dans l'instauration d'une forte culture de sécurité et de santé à tous les niveaux, et à faire de la Glo-Djigbé Industrial Zone, la zone industrielle la plus sûre en matière de sécurité. », a souligné Monsieur Létondji BEHETON, Directeur Général de SIPI-BENIN.

Tour cycliste du Bénin

La première étape longue de 120,200 km bouclée à Djougou

Le coup d'envoi de la première étape de la 17ème édition du tour cycliste international du Bénin longue de 120, 200 km a été donné ce mardi 3 mai 2022 à Boukoumbé a eu pour point de chute la ville de Djougou.

Le Belge De Becker Bjorn a remporté la première étape du 17ème tour cycliste international du Bénin en s'arrogeant le maillot jaune. Il est suivi de très près par le camerounais Abossolo Kamzong et le marocain Adil El Arbaoui. Les coureurs au nombre de 77 sur la ligne de départ à Boukoumbé ont rivalisé d'ardeur mais l'équipe béninoise pour cette première étape n'a pu faire grande chose. Rémi Sowou, au terme de cette première étape a été le premier béninois à traverser la ligne d'arrivée à Djougou. La cérémonie de remise de prix s'est déroulée dans une ambiance festive en présence du maire de la commune de Djougou Abdoul Malik Séibou et du directeur général du réseau Gsm Moov Bénin. Le Maire de Djougou a eu l'honneur de remettre le prix du meilleur combattant de l'étape Boukoumbé-Djougou à Sidi Zoulkanéri originaire de la ville. La deuxième étape, Djougou-Parakou longue de 133,300 km sera lancée ce jeudi 4 mai 2022.

Emmanuel Akakpo
(Br Atacora-Donga)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN
FNDA FONDS NATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE
REPUBLIQUE DU BENIN
APPEL À PROJETS
Le Fonds National de Développement Agricole (FNDA) lance un appel à projets pour la subvention des initiatives agricoles à caractere privé au profit des OPA et des MPME
DATE LIMITE : 13 MAI 2022.
Formulaire de soumission disponible sur le site internet
www.fnda.bj
Pour toute demande d'informations complémentaires, rendez-vous à l'ATDA du ressort territorial de la commune concernée ou par mail à contact@fnda.bj